

RÈGLEMENT FACULTATIF DE LA
COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE
POUR L'ARBITRAGE DES DIFFÉRENDS
ENTRE DEUX PARTIES DONT L'UNE
SEULEMENT EST UN ÉTAT

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	69
Section I. Dispositions préliminaires	71
Champ d'application (Article 1)	71
Notification, calcul des délais (Article 2)	72
Notification d'arbitrage (Article 3)	72
Représentation et assistance (Article 4)	73
Section II. Composition du tribunal arbitral	73
Nombre d'arbitres (Article 5)	73
Nomination des arbitres (Articles 6 à 8)	74
Récusation d'arbitres (Article 9 à 12)	76
Remplacement d'un arbitre (Article 13)	77
Répétition orale en cas de remplacement d'un arbitre (Article 14)	78
Section III. Procédure arbitrale	78
Dispositions générales (Article 15)	78
Lieu de l'arbitrage (article 16)	79
Langue (Article 17)	79
Requête (Article 18)	80
Réponse (Article 19)	80
Modifications de la requête ou de la réponse (Article 20)	81
Déclinatoire de compétence arbitrale (Article 21)	81
Autres pièces écrites (Article 22)	82
Délais (Article 23)	82
Preuves et audiences (Articles 24 et 25)	82
Mesures provisoires ou conservatoires (Article 26)	83
Experts (Article 27)	84
Défaut de comparution ou de présentation des conclusions (Article 28)	84
Clôture des débats (Article 29)	85
Renonciation au droit de se prévaloir du présent Règlement (Article 30)	85
Section IV. La sentence	85
Décisions (Article 31)	85
Forme et effet de la sentence (Article 32)	86
Loi applicable, <i>amiable compositeur</i> (Article 33)	86
Transaction ou autres motifs de clôture de la procédure (Article 34)	87
Interprétation de la sentence (Article 35)	87
Rectification de la sentence (Article 36)	88
Sentence additionnelle (Article 37)	88
Frais (Articles 38 à 40)	88
Consignation du montant des frais (Article 41)	90
Notes relatives au texte	92
	67

INTRODUCTION

Le présent Règlement remplace le « Règlement d'Arbitrage et de Conciliation pour les conflits internationaux entre deux parties dont l'une seulement est un État » de 1962. Le présent Règlement est fondé sur le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, modifié pour:

- (i) faire connaître le rôle d'assistance que le Secrétaire général de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye peut remplir, ainsi que la disponibilité du Bureau international pour fournir une aide administrative;
- (ii) indiquer que le fait d'accepter de soumettre un différend à l'arbitrage selon le présent Règlement implique renonciation à toute immunité souveraine de juridiction (les parties qui le souhaitent peuvent aussi renoncer à leur immunité souveraine d'exécution en prévoyant un paragraphe supplémentaire, comme il est indiqué dans les dispositions facultatives de la clause type figurant à la page 231);
- (iii) préciser que lorsqu'un arbitre nommé par l'une des parties, dans un tribunal composé de trois membres, refuse d'agir, les autres arbitres sont libres de poursuivre la procédure et de rendre une sentence ayant force obligatoire.

Le présent Règlement est facultatif; il se caractérise par sa souplesse et par l'autonomie qu'il donne aux parties. Ainsi:

- (i) *tous* les États ainsi que leurs entités et leurs entreprises peuvent utiliser le présent Règlement, ainsi que les services du Secrétaire général et du Bureau international de la Cour Permanente d'Arbitrage. Cette utilisation n'est pas limitée aux différends dans lesquels l'État concerné est Partie à la Convention de La Haye de 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux ou à celle de 1907;
- (ii) le choix des arbitres n'est pas limité aux personnes qui figurent sur la Liste des Membres de la Cour Permanente d'Arbitrage;
- (iii) les Parties ont toute liberté pour convenir du choix d'une personne ou institution appelée à agir comme autorité de nomination. Pour assurer un mécanisme fiable permettant d'éviter qu'il soit fait échec à l'arbitrage, le Règlement stipule que le Secrétaire général désigne une autorité de nomination si les parties ne s'entendent pas sur le choix de l'autorité ou si l'autorité choisie n'agit pas.

Le présent Règlement peut aussi convenir dans le cas de contrats entre plus de deux parties, moyennant certaines modifications aux dispositions relatives à la nomination des arbitres et au partage des frais. On trouvera à la page 243 des Directives visant à aider les parties à adapter le Règlement en vue de son utilisation dans le cadre de différends entre plus de deux parties.

Un libellé type de clause pour l'arbitrage des différends futurs que les parties peuvent introduire dans des contrats et un libellé type de clause pour l'arbitrage des différends en cours figurent aux pages 231 à 232.

Des « Notes relatives au texte » se trouvent à la page 92.

**RÈGLEMENT FACULTATIF DE LA
COUR PERMANENTE D'ARBITRAGE
POUR L'ARBITRAGE DES DIFFÉRENDS
ENTRE DEUX PARTIES DONT L'UNE
SEULEMENT EST UN ÉTAT**

Date d'entrée en vigueur: le 6 juillet 1993

SECTION I. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Champ d'application

Article 1

1. Si les parties à un contrat sont convenues par écrit que les litiges se rapportant à ce contrat seront soumis à l'arbitrage conformément au Règlement facultatif de la Cour Permanente d'Arbitrage pour l'arbitrage des différends entre deux parties dont l'une seulement est un État, ces litiges seront soumis à l'arbitrage selon ce Règlement sous réserve des modifications convenues entre les parties par écrit.
2. Lorsqu'une partie à un différend accepte de soumettre ce différend à l'arbitrage selon ce Règlement, elle renonce, à propos du différend en question, à toute immunité de juridiction à laquelle elle pourrait prétendre en d'autres circonstances. La renonciation à l'immunité d'exécution d'une sentence arbitrale doit être exprimée de façon explicite.
3. Le présent Règlement régit l'arbitrage, sous réserve cependant qu'en cas de conflit entre l'une de ses dispositions et une disposition de la loi applicable à l'arbitrage à laquelle les parties ne peuvent déroger, c'est cette dernière disposition qui prévaut.
4. Le Bureau international de la Cour Permanente d'Arbitrage (ci-après dénommé « le Bureau international ») assure la garde des archives de la procédure d'arbitrage. De plus, sur demande écrite de toutes les parties ou du tribunal arbitral, le Bureau international assure les voies de communication entre les parties et le tribunal arbitral et fournit les services de secrétariat nécessaires, notamment la mise à disposition de salles d'audience, l'interprétation, ainsi que le procès-verbal ou l'enregistrement électronique des audiences.

Notification, calcul des délais

Article 2

1. Aux fins du présent Règlement, une notification, y compris une communication ou une proposition, est réputée être arrivée à destination lorsqu'elle a été remise en mains propres au destinataire ou bien lorsqu'elle a été délivrée à la résidence habituelle du destinataire, à son établissement ou à son adresse postale, soit encore – aucune de ces adresses n'ayant pu être trouvée après enquête raisonnable – à la dernière résidence, au dernier établissement ou à la dernière adresse postale connus du destinataire. La notification est réputée être arrivée à destination le jour d'une telle remise.

2. Aux fins du calcul d'un délai selon le présent Règlement, ledit délai commence à courir le lendemain du jour où la notification, la communication ou la proposition est arrivée à destination. Si le dernier jour du délai est un jour férié ou chômé au lieu de la résidence ou de l'établissement du destinataire, le délai est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant. Les jours fériés et chômés qui tombent pendant que court le délai sont comptés.

Notification d'arbitrage

Article 3

1. La partie qui prend l'initiative de recourir à l'arbitrage (ci-après dénommée «le demandeur») communique à l'autre partie (ci-après dénommée «le défendeur») une notification d'arbitrage.

2. La procédure d'arbitrage est réputée commencer à la date à laquelle la notification d'arbitrage est reçue par le défendeur.

3. La notification d'arbitrage doit contenir les indications ci-après:

- (a) la demande tendant à ce que le litige soit soumis à l'arbitrage;
- (b) les noms et adresses des parties;
- (c) la mention de la clause compromissoire ou de la convention distincte d'arbitrage invoquée;
- (d) la mention du contrat duquel est né le litige ou auquel il se rapporte;

RÈGLEMENT FACULTATIF D'ARBITRAGE – DEUX PARTIES DONT L'UNE SEULEMENT EST UN ÉTAT

- (e) la nature générale du litige et, le cas échéant, une estimation de la somme sur laquelle il porte;
- (f) l'objet de la demande;
- (g) une proposition quant au nombre d'arbitres (c'est-à-dire un ou trois), à défaut d'accord sur ce point conclu précédemment entre les parties.

4. La notification d'arbitrage peut aussi contenir les documents suivants:

- (a) les propositions tendant à nommer un arbitre unique et une autorité de nomination, visées à l'article 6, paragraphe 1;
- (b) la notification de la nomination d'un arbitre, visée à l'article 7;
- (c) la requête visée à l'article 18.

Représentation et assistance

Article 4

Les parties peuvent se faire représenter ou assister par des personnes de leur choix. Les noms et adresses de ces personnes doivent être communiqués par écrit à l'autre partie, au Bureau international et au tribunal arbitral après sa constitution; cette communication doit préciser si la désignation est faite en vue d'une représentation ou d'une assistance.

SECTION II. COMPOSITION DU TRIBUNAL ARBITRAL

Nombre d'arbitres

Article 5

Si les parties ne sont pas préalablement convenues du nombre d'arbitres (c'est-à-dire un ou trois) et si dans les trente jours de la réception par le défendeur de la notification d'arbitrage, les parties ne sont pas convenues de choisir un arbitre unique, il sera nommé trois arbitres.

Nomination des arbitres (Articles 6 à 8)

Article 6

1. S'il doit être nommé un arbitre unique, chaque partie peut proposer à l'autre:

- (a) le nom d'une ou plusieurs personnes susceptibles d'exercer les fonctions d'arbitre unique;
- (b) si aucune autorité de nomination n'a été choisie par les parties d'un commun accord, le nom d'une ou plusieurs institutions ou personnes susceptibles d'exercer les fonctions d'autorité de nomination.

2. Si, dans les trente jours de la réception par une partie d'une proposition faite conformément au paragraphe 1, les parties ne se sont pas entendues sur le choix d'un arbitre unique, celui-ci est nommé par l'autorité de nomination choisie par les parties d'un commun accord. Si aucune autorité de nomination n'a été choisie par les parties d'un commun accord ou si l'autorité de nomination choisie par elles refuse d'agir ou ne nomme pas l'arbitre dans les soixante jours de la réception de la demande d'une partie en ce sens, chaque partie peut demander au Secrétaire général de la Cour Permanente d'Arbitrage à La Haye (ci-après dénommé « le Secrétaire général ») de désigner une autorité de nomination.

3. L'autorité de nomination, à la requête d'une partie, nomme l'arbitre unique aussi rapidement que possible. Elle procède à cette nomination en utilisant le système des listes conformément à la procédure suivante, à moins que les deux parties ne s'entendent pour écarter cette procédure ou que l'autorité de nomination ne décide, dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, que l'utilisation du système des listes conformément à cette procédure ne convient pas dans le cas considéré;

- (a) à la demande de l'une des parties, l'autorité de nomination communique aux deux parties une liste identique comprenant au moins trois noms;
- (b) dans les trente jours de la réception de cette liste, chaque partie peut la renvoyer à l'autorité de nomination après avoir rayé le nom ou les noms auxquels elle fait objection et numéroté les noms restants dans l'ordre de ses préférences;
- (c) à l'expiration du délai susmentionné, l'autorité de nomination nomme l'arbitre unique parmi les personnes dont le nom figure sur les listes qui lui ont été renvoyées et en suivant l'ordre de préférence indiqué par les parties;

- (d) si, pour une raison quelconque, la nomination ne peut se faire conformément à cette procédure, la nomination de l'arbitre unique est laissée à l'appréciation de l'autorité de nomination.

4. L'autorité procède à la nomination en ayant égard à des considérations propres à garantir la nomination d'un arbitre indépendant et impartial et en tenant également compte du fait qu'il peut être souhaitable de nommer un arbitre d'une nationalité différente de celle des parties.

Article 7

1. S'il doit être nommé trois arbitres, chaque partie en nomme un. Les deux arbitres ainsi nommés choisissent le troisième qui exerce les fonctions d'arbitre-président du tribunal.

2. Si, dans les trente jours de la réception de la notification du nom de l'arbitre désigné par une partie, l'autre partie ne lui a pas notifié le nom de l'arbitre de son choix:

- (a) la première partie peut demander à l'autorité de nomination antérieurement désignée par les parties de nommer le deuxième arbitre; ou
- (b) si aucune autorité de nomination n'a été antérieurement désignée par les parties ou si l'autorité de nomination désignée antérieurement refuse d'agir ou ne nomme pas l'arbitre dans les trente jours de la réception de la demande d'une partie en ce sens, la première partie peut demander au Secrétaire général de désigner l'autorité de nomination. La première partie peut alors demander à l'autorité de nomination ainsi désignée de nommer le deuxième arbitre. Dans l'un et l'autre cas, la nomination de l'arbitre est laissée à l'appréciation de l'autorité de nomination.

3. Si, dans les trente jours de la nomination du deuxième arbitre, les deux arbitres ne se sont pas entendus sur le choix de l'arbitre-président, l'arbitre-président est nommé par une autorité de nomination, conformément à la procédure prévue à l'article 6 pour la nomination de l'arbitre unique.

Article 8

1. Lorsqu'il est demandé à une autorité de nomination de nommer un arbitre conformément à l'article 6 ou à l'article 7, la partie qui fait cette demande lui adresse une copie de la notification d'arbitrage, une copie du contrat duquel est né le litige ou auquel il se rapporte et une copie de la convention d'arbitrage si celle-ci ne figure pas dans le contrat. L'autorité de nomination peut demander à l'une ou l'autre partie des renseignements dont elle estime avoir besoin pour s'acquitter de ses fonctions.

2. Lorsque la candidature d'une ou plusieurs personnes est proposée pour la nomination en qualité d'arbitre, les noms et adresses complets des intéressés ainsi que leur nationalité doivent être indiqués, accompagnés d'une description de leurs titres.

3. En procédant à la nomination d'arbitres conformément au présent Règlement, les parties et l'autorité de nomination sont libres de désigner des personnes qui ne sont pas Membres de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye.

Récusation d'arbitres (Articles 9 à 12)

Article 9

Tout arbitre dont la nomination est envisagée signale à ceux qui l'ont pressenti toutes circonstances de nature à soulever des doutes sur son impartialité ou sur son indépendance. Une fois qu'il a été nommé ou choisi, un arbitre signale lesdites circonstances aux parties, s'il ne l'a déjà fait.

Article 10

1. Tout arbitre peut être récusé s'il existe des circonstances de nature à soulever des doutes sérieux sur son impartialité ou son indépendance.

2. Une partie ne peut récuser l'arbitre qu'elle a désigné que pour une cause dont elle a eu connaissance après cette désignation.

Article 11

1. Toute partie qui souhaite récuser un arbitre doit notifier sa décision dans les trente jours suivant la date à laquelle la nomination de cet arbitre lui a été notifiée ou dans les trente jours suivant la date à laquelle elle a eu connaissance des circonstances visées aux articles 9 et 10.

2. La récusation est notifiée à l'autre partie, à l'arbitre récusé et aux autres membres du tribunal arbitral. La notification se fait par écrit et doit être motivée.

3. Lorsqu'un arbitre a été récusé par une partie, l'autre partie peut accepter la récusation. L'arbitre récusé peut également se déporter. Cette acceptation ou ce déport n'impliquent pas reconnaissance des motifs de la récusation. Dans ces deux cas, la procédure prévue aux articles 6 ou 7 est appliquée à la nomination du remplaçant même si une partie n'a pas exercé son droit de nommer l'arbitre récusé ou de participer à sa nomination.

Article 12

1. Si la récusation n'est pas acceptée par l'autre partie et que l'arbitre récusé ne se déporte pas, la décision relative à la récusation est prise:

- (a) si la nomination initiale a été faite par une autorité de nomination – par ladite autorité;
- (b) si la nomination initiale n'a pas été faite par une autorité de nomination mais qu'une telle autorité a été désignée antérieurement – par ladite autorité;
- (c) dans tous les autres cas, par l'autorité de nomination qui doit être désignée conformément à la procédure de désignation d'une autorité de nomination prévue à l'article 6.

2. Si l'autorité de nomination admet la récusation, un remplaçant est nommé ou choisi selon la procédure applicable à la nomination ou au choix des arbitres qui est prévue aux articles 6 à 9; toutefois, dans le cas où cette procédure implique la désignation d'une autorité de nomination, la nomination de l'arbitre est faite par l'autorité de nomination qui s'est prononcée sur la récusation.

Remplacement d'un arbitre

Article 13

1. En cas de décès ou de démission d'un arbitre pendant la procédure d'arbitrage, un remplaçant est nommé ou choisi selon la procédure prévue aux articles 6 à 9 qui était applicable à la nomination ou au choix de l'arbitre devant être remplacé. Toute démission d'un arbitre est adressée au tribunal arbitral et elle ne prend effet que si le tribunal décide qu'il y a des raisons suffisantes pour accepter la démission; si le tribunal arbitral décide que tel est le cas, la démission prendra effet à la date fixée par le tribunal arbitral. En cas de carence d'un arbitre dont la démission n'est pas acceptée par le tribunal, ce sont les dispositions du paragraphe 3 du présent article qui s'appliquent.

2. En cas de carence ou d'impossibilité de droit ou de fait d'un arbitre de remplir sa mission, la procédure relative à la récusation et au remplacement des arbitres prévue aux articles précédents s'applique, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article.

3. Si, dans un tribunal comptant trois personnes, un des arbitres ne participe pas à l'arbitrage, les autres arbitres ont le pouvoir, laissé exclusivement à leur appréciation, de poursuivre

l'arbitrage, de prendre une quelconque décision ou de rendre une ordonnance ou une sentence, nonobstant le défaut de participation d'un des arbitres, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Pour décider s'il y a lieu de poursuivre l'arbitrage, de prendre une décision ou de rendre une ordonnance ou une sentence en l'absence de participation d'un des arbitres, les autres arbitres tiennent compte du stade auquel l'arbitrage est parvenu, du motif donné, le cas échéant, par l'arbitre pour sa non-participation et de toute autre question qu'ils jugeront pertinente dans les circonstances de l'espèce. Si les autres arbitres décident de ne pas poursuivre l'arbitrage en cas de non-participation d'un des arbitres, le tribunal arbitral déclare qu'il y a vacance et un remplaçant est nommé selon la procédure prévue aux articles 6 à 9, à moins que les parties ne conviennent d'une autre méthode de nomination.

Répétition orale en cas de remplacement d'un arbitre

Article 14

En cas de remplacement de l'arbitre unique ou de l'arbitre-président en vertu des articles 11 à 13, la procédure orale qui a eu lieu avant le remplacement doit être répétée; en cas de remplacement d'un autre arbitre, la décision de répéter cette procédure est laissée à l'appréciation du tribunal arbitral.

SECTION III. PROCÉDURE ARBITRALE

Dispositions générales

Article 15

1. Sous réserve des dispositions du Règlement, le tribunal arbitral peut procéder à l'arbitrage comme il le juge approprié, pourvu que les parties soient traitées sur un pied d'égalité et qu'à tout stade de la procédure, chaque partie ait toute possibilité de faire valoir ses droits et proposer ses moyens.

2. A la demande de l'une ou l'autre partie et à tout stade opportun de la procédure, le tribunal arbitral organise une procédure orale pour la production de preuves par témoins, y compris des experts, ou pour l'exposé oral des arguments. Si aucune demande n'est formée en ce sens, le tribunal arbitral décide s'il convient d'organiser une telle procédure ou si la procédure se déroulera sur pièces.

3. Toutes les pièces ou informations que l'une des parties fournit au tribunal arbitral doivent être communiquées en même temps par elle à l'autre partie et copie doit en être déposée au Bureau international.

Lieu de l'arbitrage

Article 16

1. A moins que les parties n'en soient convenues autrement, le lieu de l'arbitrage est La Haye (Pays-Bas). Si les parties conviennent que l'arbitrage aura lieu ailleurs qu'à La Haye, le Bureau international fait savoir aux parties et au tribunal arbitral s'il est disposé à fournir les services de secrétariat et de greffe prévus à l'article 1^{er}, paragraphe 4, ainsi que les services prévus à l'article 25, paragraphe 3.

2. Le tribunal arbitral peut fixer l'emplacement de l'arbitrage à l'intérieur du pays choisi par les parties. Il peut entendre des témoins et tenir des réunions pour se consulter, en tout lieu qui lui conviendra, compte tenu des circonstances de l'arbitrage.

3. Après avoir invité les parties à donner leur avis, le tribunal arbitral peut se réunir en tout lieu qu'il jugera approprié aux fins d'inspection de marchandises ou d'autres biens et d'examen de pièces. Les parties en seront informées suffisamment longtemps à l'avance pour avoir la possibilité d'assister à la descente sur les lieux.

4. La sentence est rendue au lieu de l'arbitrage.

Langue

Article 17

1. Sous réserve de l'accord des parties, le tribunal arbitral fixe sans retard, dès sa nomination, la langue ou les langues de la procédure. Cette décision s'applique à la requête, à la réponse et à tout autre exposé écrit et, en cas de procédure orale, à la langue ou aux langues à utiliser au cours de cette procédure.

2. Le tribunal arbitral peut ordonner que toutes les pièces jointes à la requête ou à la réponse et toutes les pièces complémentaires produites au cours de la procédure qui ont été remises dans leur langue originale soient accompagnées d'une traduction dans la langue ou les langues choisies par les parties ou fixées par le tribunal arbitral.

Requête

Article 18

1. Si la requête n'a pas été exposée dans la notification d'arbitrage, le demandeur adresse, dans le délai fixé à cet effet par le tribunal arbitral, sa requête écrite au défendeur et à chacun des arbitres. Une copie du contrat et de la convention d'arbitrage, si elle ne figure pas dans le contrat, doit être jointe à la requête.

2. La requête comporte les indications ci-après:

- (a) les noms et adresses des parties;
- (b) un exposé des faits présentés à l'appui de la requête;
- (c) les points litigieux;
- (d) l'objet de la demande.

Le demandeur peut joindre à sa requête toutes pièces qu'il juge pertinentes ou y mentionner les pièces ou autres moyens de preuve qu'il produira.

Réponse

Article 19

1. Dans le délai fixé à cet effet par le tribunal arbitral, le défendeur adresse sa réponse écrite au demandeur et à chacun des arbitres.

2. Le défendeur répond aux alinéas (b), (c) et (d) de la requête (article 18, paragraphe 2). Il peut joindre à sa réponse les pièces sur lesquelles il appuie sa défense ou y mentionner les pièces ou autres moyens de preuve qu'il produira.

3. Dans sa réponse, ou à un stade ultérieur de la procédure arbitrale si le tribunal arbitral décide que ce délai est justifié par les circonstances, le défendeur peut former une demande reconventionnelle fondée sur le même contrat ou invoquer un droit fondé sur le même contrat comme moyen de compensation.

4. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 18 s'appliquent à la demande reconventionnelle et au droit invoqué comme moyen de compensation.

Modifications de la requête ou de la réponse

Article 20

Au cours de la procédure arbitrale, l'une ou l'autre partie peut modifier ou compléter sa requête ou sa réponse à moins que le tribunal arbitral considère ne pas devoir autoriser ledit amendement en raison du retard avec lequel il est formulé, du préjudice qu'il causerait à l'autre partie ou de toute autre circonstance. Cependant, une requête ne peut être amendée au point qu'elle sorte du cadre de la clause compromissoire ou de la convention distincte d'arbitrage.

Déclinatoire de compétence arbitrale

Article 21

1. Le tribunal arbitral peut statuer sur les exceptions prises de son incompétence, y compris toute exception relative à l'existence ou la validité de la clause compromissoire ou de la convention distincte d'arbitrage.
2. Le tribunal arbitral a compétence pour se prononcer sur l'existence ou la validité du contrat dont la clause compromissoire fait partie. Aux fins de cet article, une clause compromissoire qui fait partie d'un contrat et qui prévoit l'arbitrage en vertu du présent Règlement sera considérée comme une convention distincte des autres clauses du contrat. La constatation de la nullité du contrat par le tribunal arbitral n'entraîne pas de plein droit la nullité de la clause compromissoire.
3. L'exception d'incompétence doit être soulevée au plus tard lors du dépôt de la réponse ou, en cas de demande reconventionnelle, lors du dépôt de la réplique.
4. D'une façon générale, le tribunal arbitral statue sur l'exception d'incompétence en la traitant comme question préalable. Il peut cependant poursuivre l'arbitrage et statuer sur cette exception dans sa sentence définitive.

Autres pièces écrites

Article 22

Le tribunal arbitral décide quelles sont, outre la requête et la réponse, les autres pièces écrites que les parties doivent ou peuvent lui présenter; il fixe le délai dans lequel ces pièces doivent être communiquées.

Délais

Article 23

Les délais fixés par le tribunal arbitral pour la communication des écritures (y compris la requête et la réponse) ne devraient pas dépasser quarante-cinq jours. Toutefois, le tribunal arbitral peut fixer des délais plus longs ou proroger les délais, s'il juge qu'une prolongation ou une prorogation sont motivées.

Preuves et audiences (Articles 24 et 25)

Article 24

1. Chaque partie doit apporter la preuve des faits sur lesquels elle fonde sa requête ou sa réponse.
2. S'il le juge nécessaire, le tribunal arbitral peut prier une partie de lui fournir ainsi qu'à l'autre partie, dans le délai qu'il fixe, un résumé des pièces et autres preuves que la partie intéressée a l'intention de produire à l'appui des faits qui constituent l'objet du litige et qui sont exposés dans sa requête ou dans sa réponse.
3. A tout moment de la procédure, le tribunal arbitral peut demander aux parties de produire des preuves complémentaires, en leur fixant un délai à cet effet. Le tribunal prend acte de tout refus ainsi que de tout motif donné pour expliquer un tel refus.

Article 25

1. En cas de procédure orale, le tribunal arbitral notifie aux parties suffisamment à l'avance la date, l'heure et le lieu de la procédure.

2. Si des témoins doivent être entendus, chaque partie communique trente jours au moins avant l'audience, au tribunal arbitral et à l'autre partie, les noms et adresses des témoins qu'elle se propose de produire en précisant l'objet des témoignages et la langue dans laquelle ils seront présentés.

3. Le Bureau international prend des dispositions pour faire assurer la traduction des exposés oraux faits à l'audience et établir un procès-verbal de l'audience, si le tribunal arbitral juge que l'une ou l'autre de ces mesures s'impose eu égard aux circonstances de l'espèce ou si les parties en sont convenues et ont notifié cet accord au tribunal arbitral et au Bureau international trente jours au moins avant l'audience ou dans un délai plus long à fixer par le tribunal.

4. L'audience se déroule à huis clos, sauf convention contraire des parties. Le tribunal arbitral peut demander que des témoins se retirent pendant la déposition d'autres témoins. Il est libre de fixer la manière dont les témoins sont interrogés.

5. La preuve par témoins peut également être administrée sous la forme de déclarations écrites signées par les témoins.

6. Le tribunal arbitral est juge de la recevabilité, de la pertinence et de l'importance des preuves présentées.

Mesures provisoires ou conservatoires

Article 26

1. A moins que les parties n'en conviennent autrement, le tribunal arbitral peut, à la demande de l'une ou l'autre partie, prendre toutes mesures provisoires qu'il juge nécessaires pour la protection des droits de chacune des parties ou en ce qui concerne l'objet du litige, notamment des mesures conservatoires pour les marchandises litigieuses, en prescrivant par exemple leur dépôt entre les mains d'un tiers ou la vente de denrées périssables.

2. Ces mesures provisoires peuvent être prises sous la forme d'une sentence provisoire. Le tribunal arbitral peut exiger un cautionnement au titre des frais occasionnés par ces mesures.

3. Une demande de mesures provisoires adressée par l'une ou l'autre partie à une autorité judiciaire ne doit pas être considérée comme incompatible avec la convention d'arbitrage ni comme une renonciation au droit de se prévaloir de ladite convention.

Experts

Article 27

1. Le tribunal arbitral peut nommer un ou plusieurs experts chargés de lui faire rapport par écrit sur les points précis qu'il déterminera. Une copie du mandat de l'expert, tel qu'il a été fixé par le tribunal arbitral, sera communiquée aux parties.
2. Les parties fournissent à l'expert tous renseignements appropriés ou soumettent à son inspection toutes pièces ou toutes choses pertinentes qu'il pourrait leur demander. Tout différend s'élevant entre une partie et l'expert au sujet du bien-fondé de la demande sera soumis au tribunal arbitral, qui tranchera.
3. Dès réception du rapport de l'expert, le tribunal arbitral communique une copie du rapport aux parties, lesquelles auront la possibilité de formuler par écrit leur opinion à ce sujet. Les parties ont le droit d'examiner tout document invoqué par l'expert dans son rapport.
4. A la demande de l'une ou l'autre des parties, l'expert, après la remise de son rapport, peut être entendu à une audience à laquelle les parties ont la possibilité d'assister et de l'interroger. A cette audience, l'une ou l'autre des parties peut faire venir en qualité de témoins des experts qui déposeront sur les questions litigieuses. Les dispositions de l'article 25 sont applicables à cette procédure.

Défaut de comparution ou de présentation des conclusions

Article 28

1. Si, dans le délai fixé par le tribunal arbitral, le demandeur n'a pas présenté sa requête et n'a pu invoquer un empêchement légitime, le tribunal arbitral ordonne la clôture de la procédure arbitrale. Si, dans le délai fixé par le tribunal, le défendeur n'a pas présenté sa réponse et n'a invoqué aucun empêchement légitime, le tribunal arbitral ordonne la poursuite de la procédure.
2. Si l'une des parties, régulièrement convoquée conformément au présent Règlement, ne comparait pas à l'audience et n'invoque aucun empêchement légitime, le tribunal arbitral peut poursuivre l'arbitrage.
3. Si l'une des parties, régulièrement invitée à produire des documents, ne les présente pas dans les délais fixés et n'invoque aucun empêchement légitime, le tribunal arbitral peut statuer sur la base des éléments de preuve dont il dispose.

Clôture des débats

Article 29

1. Le tribunal arbitral peut demander aux parties si elles ont encore des preuves à présenter, des témoins à produire ou des déclarations à faire, faute desquels il peut déclarer la clôture des débats.
2. Le tribunal arbitral peut, s'il l'estime nécessaire en raison des circonstances exceptionnelles, décider, de sa propre initiative ou à la demande d'une partie, la réouverture des débats à tout moment avant le prononcé de la sentence.

Renonciation au droit de se prévaloir du présent Règlement

Article 30

Toute partie qui, bien qu'elle sache que l'une des dispositions ou des conditions énoncées dans le présent Règlement n'a pas été respectée, poursuit néanmoins l'arbitrage sans formuler d'objection est réputée avoir renoncé à son droit de faire objection.

SECTION IV. LA SENTENCE

Décisions

Article 31

1. Lorsque les arbitres sont au nombre de trois, toute sentence ou autre décision du tribunal arbitral est rendue à la majorité.
2. En ce qui concerne les questions de procédure, à défaut de majorité ou lorsque le tribunal arbitral l'autorise, l'arbitre-président peut décider seul sous réserve d'une éventuelle révision par le tribunal arbitral.

Forme et effet de la sentence

Article 32

1. Le tribunal arbitral peut rendre non seulement des sentences définitives, mais également des sentences provisoires, interlocutoires ou partielles.
2. La sentence est rendue par écrit. Elle n'est pas susceptible d'appel devant une instance arbitrale. Les parties s'engagent à exécuter sans délai la sentence.
3. Le tribunal arbitral motive sa sentence, à moins que les parties ne soient convenues que tel ne doit pas être le cas.
4. La sentence est signée par les arbitres et porte mention de la date et du lieu où elle a été rendue. Lorsque les arbitres sont au nombre de trois et que la signature de l'un d'entre eux manque, le motif de cette absence de signature est mentionné dans la sentence.
5. La sentence ne peut être publiée qu'avec le consentement des deux parties.
6. Des copies de la sentence signées par les arbitres sont communiquées par le Bureau international aux parties. Le Bureau international peut s'abstenir de communiquer la sentence aux parties jusqu'à ce que les frais relatifs à l'arbitrage soient acquittés.
7. Si la loi en matière d'arbitrage du pays dans lequel la sentence est rendue impose au tribunal arbitral l'obligation de déposer ou de faire enregistrer la sentence, le tribunal satisfera à cette obligation dans le délai prévu par la loi.

Loi applicable, *amiable compositeur*

Article 33

1. Le tribunal arbitral applique la loi choisie par les parties comme étant la loi applicable au fond du litige. A défaut d'une telle indication par les parties, le tribunal arbitral applique la loi désignée par la règle de conflit de lois qu'il juge applicable en l'espèce.
2. Le tribunal arbitral ne statue en qualité *d'amiable compositeur (ex aequo et bono)* que si le tribunal arbitral y a été expressément autorisé par les parties et si ce type d'arbitrage est permis par la loi applicable à la procédure arbitrale.

3. Dans tous les cas, le tribunal arbitral décide conformément aux stipulations du contrat et tient compte des usages du commerce applicables à la transaction.

Transaction ou autres motifs de clôture de la procédure

Article 34

1. Si, avant que la sentence ne soit rendue, les parties conviennent d'une transaction qui règle le litige, le tribunal arbitral rend une ordonnance de clôture de la procédure arbitrale ou, si les deux parties lui en font la demande et s'il l'accepte, constate le fait par une sentence arbitrale rendue d'accord parties. Cette sentence n'a pas à être motivée.

2. Si, avant que la sentence ne soit rendue, il devient inutile ou impossible pour une raison quelconque non mentionnée au paragraphe 1 de poursuivre la procédure arbitrale, le tribunal arbitral informe les parties de son intention de rendre une ordonnance de clôture de la procédure. Le tribunal arbitral est autorisé à rendre cette ordonnance à moins que l'une des parties ne souleve des objections fondées.

3. Le Bureau international adresse aux parties une copie de l'ordonnance de clôture de la procédure arbitrale ou de la sentence rendue d'accord parties, dûment signée par les arbitres. Les dispositions des paragraphes 2 et 4 à 7 de l'article 32 sont applicables aux sentences arbitrales rendues d'accord parties.

Interprétation de la sentence

Article 35

1. Dans les trente jours de la réception de la sentence, l'une des parties peut, moyennant notification à l'autre, demander au tribunal arbitral d'en donner une interprétation.

2. L'interprétation est donnée par écrit dans les quarante-cinq jours de la réception de la demande. L'interprétation fait partie intégrante de la sentence, et les dispositions des paragraphes 2 à 7 de l'article 32 lui sont applicables.

Rectification de la sentence

Article 36

1. Dans les trente jours de la réception de la sentence, l'une des parties peut, moyennant notification à l'autre, demander au tribunal arbitral de rectifier dans le texte de la sentence toute erreur de calcul, toute erreur matérielle ou typographique ou toute erreur de même nature. Le tribunal peut, dans les trente jours de la communication de la sentence aux parties, faire ces rectifications de sa propre initiative.
2. Ces rectifications sont faites par écrit et les dispositions des paragraphes 2 à 7 de l'article 32 leur sont applicables.

Sentence additionnelle

Article 37

1. Dans les soixante jours de la réception de la sentence, l'une des parties peut, moyennant notification à l'autre, demander au tribunal arbitral de rendre une sentence additionnelle sur des chefs de demande exposés au cours de la procédure d'arbitrage mais omis dans la sentence.
2. Si le tribunal arbitral juge la demande justifiée et estime que l'omission peut être rectifiée sans nécessiter de nouvelles audiences ou de nouvelles preuves, il complète sa sentence dans les soixante jours qui suivent la réception de la demande.
3. Les dispositions des paragraphes 2 à 7 de l'article 32 sont applicables à la sentence additionnelle.

Frais (Articles 38 à 40)

Article 38

Le tribunal arbitral fixe les frais d'arbitrage dans sa sentence. Les « frais » comprennent uniquement:

- (a) les honoraires des membres du tribunal arbitral, indiqués séparément pour chaque arbitre et fixés par le tribunal lui-même conformément à l'article 39;

- (b) les frais de déplacement et autres dépenses faites par les arbitres;
- (c) les frais encourus pour toute expertise ou pour toute autre aide demandée par le tribunal arbitral;
- (d) les frais de déplacement et autres indemnités des témoins dans la mesure où ces dépenses ont été approuvées par le tribunal arbitral;
- (e) les frais en matière de représentation ou d'assistance juridique encourus par la partie qui triomphe, lorsque ces frais constituent l'un des chefs de la demande d'arbitrage et dans la mesure où le tribunal arbitral en juge le montant raisonnable;
- (f) le cas échéant, les honoraires et frais de l'autorité de nomination, ainsi que les frais du Secrétaire général et du Bureau international.

Article 39

1. Le montant des honoraires des membres du tribunal arbitral doit être raisonnable, compte tenu du montant en litige, de la complexité de l'affaire, du temps que les arbitres lui ont consacré et de toutes autres circonstances pertinentes de l'espèce.

2. Si une autorité de nomination a été choisie par les parties d'un commun accord ou désignée par le Secrétaire général de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye et si cette autorité a publié un barème pour les honoraires des arbitres nommés dans des litiges internationaux qu'elle administre, le tribunal arbitral fixe le montant de ses honoraires en tenant compte de ce barème dans la mesure où il le juge approprié dans les circonstances de l'espèce.

3. Si cette autorité de nomination n'a pas publié de barème pour les honoraires des arbitres nommés dans des litiges internationaux, chaque partie peut, à tout moment, prier l'autorité de nomination d'établir une note indiquant la base de calcul des honoraires qui est habituellement appliquée dans les litiges internationaux dans lesquels l'autorité nomme les arbitres. Si l'autorité de nomination accepte d'établir cette note, le tribunal arbitral fixe le montant de ses honoraires en tenant compte des renseignements ainsi fournis dans la mesure où il le juge approprié dans les circonstances de l'espèce.

4. Dans les cas visés aux paragraphes 2 et 3, lorsqu'à la demande d'une partie l'autorité de nomination accepte cette mission, le tribunal arbitral ne fixe le montant de ses honoraires qu'après avoir consulté l'autorité de nomination, qui peut adresser au tribunal arbitral toutes observations qu'elle juge appropriées concernant ces honoraires.

Article 40

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, les frais d'arbitrage sont en principe à la charge de la partie qui succombe. Toutefois, le tribunal arbitral peut les répartir entre les parties, dans la mesure où il le juge approprié dans les circonstances de l'espèce.
2. En ce qui concerne les frais en matière de représentation ou d'assistance juridique visés au paragraphe (e) de l'article 38, le tribunal arbitral peut, eu égard aux circonstances de l'espèce, déterminer la partie à la charge de laquelle seront mis ces frais ou les répartir entre les parties, dans la mesure où il le juge approprié.
3. Lorsque le tribunal arbitral rend une ordonnance de clôture de la procédure arbitrale ou une sentence d'accord partie, il fixe les frais d'arbitrage visés aux article 38 et paragraphe 1 de l'article 39 dans le texte de cette ordonnance ou de cette sentence.
4. Le tribunal arbitral ne peut percevoir d'honoraires supplémentaires pour interpréter ou rectifier sa sentence, ou pour rendre une sentence additionnelle, conformément aux articles 35 à 37.

Consignation du montant des frais

Article 41

1. Dès qu'il est constitué, le tribunal arbitral peut demander à chaque partie de consigner une même somme à titre d'avance à valoir sur les frais visés à l'article 38, paragraphes (a), (b), (c) et (f). Toutes les sommes consignées par les parties en application de ce paragraphe et du paragraphe 2 du présent article sont versées au Bureau international et sont déboursées par celui-ci pour couvrir les frais en question, y compris, notamment, les sommes versées aux arbitres, au Secrétaire général et au Bureau international.
2. Au cours de la procédure d'arbitrage, le tribunal arbitral peut demander aux parties de consigner des sommes supplémentaires.
3. Si une autorité de nomination a été choisie par les parties d'un commun accord ou désignée par le Secrétaire général de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye et lorsqu'à la demande d'une partie l'autorité de nomination accepte cette mission, le tribunal arbitral ne fixe le montant des sommes ou sommes supplémentaires à consigner qu'après avoir consulté l'autorité de nomination, qui peut adresser au tribunal arbitral toutes observations qu'elle juge appropriées concernant le montant de ces consignations.

RÈGLEMENT FACULTATIF D'ARBITRAGE – DEUX PARTIES DONT L'UNE SEULEMENT EST UN ÉTAT

4. Si les sommes dont la consignation est requise ne sont pas intégralement versées dans les trente jours de la réception de la requête, le tribunal arbitral en informe les parties afin que l'une ou l'autre d'entre elles puisse effectuer le versement demandé. Si ce versement n'est pas effectué, le tribunal arbitral peut ordonner la suspension ou la clôture de la procédure d'arbitrage.

5. Après le prononcé de la sentence, le Bureau international rend compte aux parties de l'utilisation des sommes reçues en dépôt; il leur restitue tout solde non dépensé.

NOTES RELATIVES AU TEXTE

Le présent Règlement se fonde sur le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI avec les modifications suivantes:

- (i) Modifications visant à faciliter l'arbitrage entre un État ou une entreprise publique d'une part et une entité non étatique d'autre part:

Article 1, paragraphe 1; paragraphe 2 (ajouté); paragraphe 3 (renuméroté)
Article 2, paragraphe 1
Article 8, paragraphe 3 (ajouté)
Article 13, paragraphes 1 et 2; paragraphe 3 (ajouté)
Article 15, paragraphe 2
Article 16, paragraphe 3
Article 23
Article 24, paragraphe 3
Article 25, paragraphe 3
Article 26, paragraphe 1
Article 41, paragraphe 1

Dans le Règlement, tous les délais de 15 jours imposés aux parties ont été doublés, « quinze jours » devenant ainsi « trente jours ». A l'article 37, paragraphe 1, le délai de « trente jours » a été remplacé par « soixante jours ».

- (ii) Modifications visant à indiquer les fonctions que peuvent remplir le Secrétaire général et le Bureau international de la Cour Permanente d'Arbitrage:

Article 1, paragraphe 4 (ajouté)
Article 4
Article 15, paragraphe 3
Article 16, paragraphe 1
Article 25, paragraphe 3
Article 32, paragraphe 6
Article 34, paragraphe 3
Article 38, paragraphe (f)
Article 41, paragraphes 1 et 5

- (iii) Autres modifications:

Titre précédant l'article 28